

Jeudi 04 juin 2020

**Communiqué de presse de la Fédération suisse du service civil CIVIVA concernant la décision du Conseil national de modifier la loi sur le service civil.**

## **Sera-t-il nécessaire de faire appel au peuple pour sauver le service civil ?**

**Le Conseil national souhaite durcir le plus possible les conditions d'accès au service civil. Il suit ainsi la vision anti-service civil du Conseil des États. Il est donc désormais nécessaire que le peuple se mobilise pour sauver le service civil. Soit en faisant monter la pression sur le Parlement pour que ce dernier refuse la loi lors du vote final, soit par un référendum porté par une large alliance.**

La Fédération suisse du service civil CIVIVA refuse catégoriquement toutes les mesures proposées. Elles poseraient problème, non seulement au service civil mais également à l'ensemble de la société. Lisa Mazzone, Conseillère aux États et co-présidente de CIVIVA en est convaincue : « Les nouvelles restrictions d'accès au service civil ne sont pas soutenues par la population. Le soutien croissant que reçoit CIVIVA tous les jours en est la preuve. »

Nous cherchons actuellement 10'000 personnes prêtes à récolter chacune 5 signatures. En raison du coronavirus, nous dépendons en particulier d'un fort soutien via les canaux numériques. Toutes les personnes qui souhaitent contribuer à sauver le service civil peuvent annoncer leur soutien sur ce site : [sauver-le-service-civil.wecollect.ch](https://sauver-le-service-civil.wecollect.ch)

Que ce soit dans l'agriculture, dans les EMS, dans la protection de la nature ou dans les écoles, les civilistes sont engagés auprès de la population partout où les moyens manquent. Les nouvelles mesures remettraient fondamentalement en question ce service à la collectivité. Le projet de loi fait également fi de principes importants comme l'égalité de traitement de toutes les personnes astreintes à l'obligation de servir ou le droit de faire valoir en tout temps un conflit de conscience. Les effectifs de l'armée sont assurés et les admissions au service civil diminuent déjà depuis deux ans. Malgré cela, le Parlement souhaiterait durcir massivement la loi sur le service civil.

Dans le cas où la pression populaire ne serait pas suffisante pour que le Parlement renonce à ce projet d'ici au vote final, CIVIVA – soutenue par une large alliance – lancerait le référendum. Les informations actuelles sont disponibles sur le site [sauver-le-service-civil.ch](https://sauver-le-service-civil.ch).